

LE POLITIQUE DANS LA GÉOGRAPHIE DES BALKANS : RECLUS ET SES SUCCESEURS, D'UNE GÉOGRAPHIE UNIVERSELLE À L'AUTRE

Michel Sivignon

La Découverte | « Hérodote »

2005/2 n° 117 | pages 153 à 182

ISSN 0338-487X

ISBN 2707146145

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2005-2-page-153.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le politique dans la géographie des Balkans : Reclus et ses successeurs, d'une *Géographie universelle* à l'autre

Michel Sivignon*

Depuis la naissance de la géographie française moderne, c'est-à-dire depuis les débuts de l'enseignement de Vidal de La Blache, à son retour de l'École française d'Athènes, l'étude des Balkans a occupé une place particulière dans cette discipline. Vidal avait eu des Balkans une expérience directe, durant son séjour de trois ans en Grèce (1867-1870). Toutefois, les Balkans occupent peu de place dans ses écrits.

Dans les écrits d'Élisée Reclus, au contraire, la géographie des Balkans est largement développée dans le premier tome de la *Nouvelle Géographie universelle (NGU)* consacré à l'Europe méridionale. La Bosnie-Herzégovine et naturellement aussi la Croatie et la Slovénie prennent en revanche place dans le volume de l'Europe centrale. Les Balkans sont ensuite abondamment traités dans l'ouvrage posthume d'Élisée Reclus, *L'Homme et la Terre (H&T)* [1906-1908].

Après lui, les Balkans ont été visités et décrits par plusieurs géographes français importants, Jacques Ancel, Jacques Bourcart, Jean Brunhes, Yves Chataigneau et Jules Sion. Il convient d'y ajouter le géographe serbe Jovan Cvijic, avec son livre publié en français, *La Péninsule balkanique*.

La dimension politique est présente à des titres divers et de manière inégale dans cette littérature. L'histoire des Balkans est trop tragique et violente dans la période considérée pour que les géographes ne soient pas rattrapés, parfois à leur corps défendant, par les thèmes politiques et militaires. Ce souci est très présent à l'issue de la Première Guerre mondiale, et beaucoup moins développé en 1945.

Au demeurant, il est trompeur de réduire la géographie des Balkans au point de vue français. Dans la période qui nous occupe, la littérature en langue allemande

* Professeur émérite, université Paris-X.

est beaucoup plus abondante que celle en langue française. D'ailleurs, dans les bibliographies, les sources allemandes citées l'emportent largement sur les sources françaises.

Les Balkans d'Élisée Reclus¹

Le temps de la Nouvelle Géographie universelle et celui de L'Homme et la Terre

En 1883, quand paraît le premier volume de la *Nouvelle Géographie universelle*² consacré à l'Europe méridionale, le congrès de Berlin vient juste de fermer ses portes. Il n'est donc pas surprenant que ses conséquences soient inégalement traitées par Élisée Reclus. C'est ainsi que la Thessalie et l'Épire orientale, qui viennent juste d'être attribuées à la Grèce, sont encore traitées avec la Turquie d'Europe. De la même façon, Reclus ne parle guère des nouvelles acquisitions de la Serbie (Nish et Pirot) ou du Monténégro. En revanche, l'accession à l'indépendance de la Bulgarie est abondamment décrite, et Reclus souligne le rôle central qu'elle est apparemment appelée à jouer dans les Balkans.

En 1905, année de la mort de Reclus mais aussi de la parution de *L'Homme et la Terre*³, beaucoup d'eau a coulé dans les Balkans comme ailleurs. Citons en vrac la crise de 1897 avec la guerre vite étouffée entre la Grèce et la Turquie, et la quasi-indépendance de la Crète. Dans le même temps, la déliquescence politique de la Turquie s'était accentuée et, dans les années 1896 à 1898, de terribles massacres d'Arméniens avaient été perpétrés y compris à Constantinople.

Durant toute cette période, les forces politiques mues par les États balkaniques préparent le dépeçage de l'« homme malade » de l'Europe, pour employer l'expression de Disraeli. Leur efficacité est moins freinée par la résistance des Turcs eux-mêmes que par la compétition entre les « puissances », soucieuses avant tout que l'effacement de l'Empire ottoman ne profite pas aux autres.

1. On s'efforcera ici de rendre compte des idées d'Élisée Reclus mais surtout de donner à voir son style et sa façon d'aborder les questions, par d'abondantes citations, qui seules peuvent expliquer la permanence de la séduction qu'il exerce.

2. Élisée RECLUS, *Nouvelle Géographie universelle*, 19 vol., Hachette, Paris, 1876-1894. Dans la suite des citations cet ouvrage sera désigné par *NGU*. Le premier tome L'Europe méridionale a eu deux éditions l'une en 1876, l'autre en 1883, à laquelle nous nous référons.

3. Élisée RECLUS, *L'Homme et la Terre*, 6 vol., Librairie universelle, Paris, 1905-1908. Dans la suite des citations cet ouvrage sera désigné par *H&T*, mention du volume, mention de la page.

Les limites des Balkans et leurs divisions internes

La question des limites et de la division des Balkans est abordée, comme il sied, dès l'introduction dans la *NGU*. Même leur dénomination n'est pas stable : Reclus parle successivement de « péninsule des Balkans », puis de « péninsule Illyrienne », puis de « péninsule de Thrace », puis « Thraco-hellénique », le tout en moins de trois pages. Il y a donc encore du flottement dans les dénominations, même si le nom de « péninsule des Balkans » l'emporte finalement.

Cette péninsule correspond à la Turquie d'Europe, à la Serbie, au Monténégro, à la Bulgarie, à la Roumélie orientale, à la Roumanie et à la Grèce. En revanche la Bosnie et l'Herzégovine sont écartées des Balkans : puisque l'Autriche-Hongrie vient d'en hériter en 1878, elles sont traitées dans le volume « Europe centrale » et non pas dans « Europe méridionale ». Les îles de la mer Égée orientale (Rhodes, Chios, Samos) sont traitées avec l'Asie occidentale. Les limites sont donc politiques. Elles le resteront et fluctueront jusqu'à nos jours au gré des crises. Aujourd'hui, ni la Croatie ni *a fortiori* la Slovénie ne veulent être incluses dans les Balkans.

La place de la Turquie dans la *NGU* pose un problème spécifique, puisque l'Empire ottoman est à cheval sur l'Europe, l'Asie et l'Afrique (la Tripolitaine et la Cyrénaïque en font partie jusqu'en 1911). Il est bizarrement résolu : Constantinople est traitée dans le volume « Europe méridionale », et Scutari, faubourg de Constantinople, sur la rive orientale du Bosphore, est traité dans le volume « Asie occidentale ». Néanmoins la question politique du devenir de l'Empire ottoman doit bien entendu être abordée d'une manière globale, sans tenir compte des limites conventionnelles des continents.

Reclus utilise une double ou triple échelle régionale dans sa *Nouvelle Géographie universelle* cependant que le cadre même de son ouvrage de 1905, *L'Homme et la Terre*, conduit à privilégier une vision plus générale. Toutes les études régionales sont locales et s'attachent avec une précision extrême à décrire les conditions du milieu physique, puis ensuite, toutes les fois que c'est possible, le texte se consacre aux peuples qui habitent la région qu'on vient de décrire. Les peuples sont souvent étudiés dans une perspective plus large que celle des études régionales du milieu.

Reclus procède ensuite à une étude du fonctionnement de l'État dans ses différents aspects : économique, administratif, financier, militaire. Mais, au-delà de cette échelle nationale, on en vient à celle de la vie internationale, à celle des « puissances » pour parler le langage de l'époque, mais aussi aux grands faits moteurs de l'histoire de l'humanité : le développement industriel, l'essor du socialisme, la colonisation.

Au contraire de la *NGU* qui se veut une description du monde, *L'Homme et la Terre* est une réflexion sur l'histoire de l'humanité. Les Balkans n'y sont pas traités en eux-mêmes, mais à titre d'illustration de phénomènes plus généraux.

La tendance à l'éviction du politique en tant que catégorie d'explication dans la géographie française ne se vérifie guère dans le cas des Balkans, chez Reclus sans doute, mais aussi chez les autres géographes francophones qui lui succèdent.

De l'influence de la géographie physique

On trouve sans surprise une réflexion sur les rapports entre le morcellement du relief et le morcellement politique. Ce discours est quasiment un passage obligé dans les descriptions de la Grèce, jusqu'à nos jours.

Le trait distinctif de l'Hellade considérée dans son relief, est le grand nombre de petits bassins indépendants, et séparés les uns des autres par des rochers et des remparts de montagnes. D'avance, la disposition du sol se prêtait au fractionnement des races grecques en une multitude de républiques autonomes. Chaque cité avait son fleuve, son amphithéâtre de collines ou de monts, son acropole, ses champs, ses vergers et ses forêts ; presque toutes avaient leur débouché sur la mer. Tous les éléments nécessaires à une société libre se trouvaient réunis dans ces petits groupes indépendants et le voisinage de cités rivales, également favorisées, entretenait une émulation constante qui trop souvent dégénérait en luttes et en batailles. Les îles de la mer Égée accroissaient encore la diversité politique ; chacune d'elles, comme les bassins de la péninsule Hellénique, s'était constituée en cité républicaine... [NGU, t. I, p. 55].

Bien entendu tout n'est pas faux dans cette manière de voir, à cette réserve près que tous les morcellements physiques n'ont pas, à la surface de la terre, produit le même morcellement politique et que, de surcroît, cette même terre de Grèce a vu s'installer ensuite de grands empires qui se sont parfaitement accommodés de ce morcellement physique.

Rendons cette justice à Reclus qu'il n'est pas dupe de l'admiration enthousiaste des philhellènes devant les paysages grecs.

L'admiration que les voyageurs éprouvent à la vue de la Grèce provient surtout des souvenirs qui s'attachent à chacune de ses ruines, au moindre de ses ruisselets, aux plus faibles écueils de ses mers. Tel site de la Provence ou de l'Espagne, qui ressemble aux plus beaux paysages de l'Hellade ou qui même leur est supérieur par la grâce ou la hardiesse de ses lignes, n'est connu que d'un petit nombre d'appréciateurs, et la foule indifférente passe en le regardant à peine ; c'est qu'il ne porte point le nom célèbre de Marathon, de Leuctres ou de Platée, et qu'on n'y entend pas le bruissement des siècles écoulés [NGU, t. I, p. 58-59].

En revanche, Reclus est prêt à approuver les Grecs de son époque quand ils se revendiquent comme les héritiers biologiques de ceux de l'Antiquité. Peut-être même est-ce un effet de la permanence des conditions physiques.

Quoi qu'il en soit, il est certain qu'en dépit des invasions et des croisements, la race grecque, peut-être en partie sous l'influence du climat qui l'entoure, a fini par se retrouver avec la plupart de ses traits distinctifs [NGU, t. I, p. 63].

Nous sommes bien entendu réticents devant des affirmations à relier à l'état de l'ethnologie physique de son temps, celui de la fin du XIX^e siècle, et qui sont aussi la conséquence logique du déterminisme physique : si la nature n'a pas changé et si elle influence grandement le fonctionnement des sociétés, on doit retrouver le Grec de l'Antiquité dans le Grec d'aujourd'hui.

Physiquement la race n'a guère changé non plus ; on reconnaît les anciens types dans maints districts de la Grèce moderne : le Béotien a cette démarche lourde qui faisait de lui un objet de risée parmi les autres Grecs ; le jeune Athénien a la souplesse, la grâce et l'allure intrépide que l'on admire dans les cavaliers sculptés sur les frises du Parthénon ; la femme de Sparte a gardé cette beauté forte et fière que les poètes célébraient autrefois chez les vierges doriennes [NGU, t. I, p. 63].

On trouve ici une extraordinaire abondance de détails sur l'aspect physique et les qualités morales des peuples. Reclus se croit obligé d'écrire au fil de la plume un fatras de phrases convenues. Voici les Serbes :

Ce sont en général des hommes de belle taille, vigoureux, larges d'épaules, portant fièrement la tête. Les traits sont accusés, le nez est droit et souvent aquilin, les pommettes un peu saillantes ; la chevelure, rarement noire est fort abondante et bien plantée ; l'œil perçant et dur, la moustache bien fournie donnent à toutes les figures une apparence militaire [NGU, t. I, p. 284-285].

Comme les vertus morales vont de pair avec l'aspect physique, voici que « les Serbes se distinguent très honorablement parmi les peuples de l'Orient par la noblesse de leur caractère, leur imagination poétique, la dignité de leur attitude, leur incontestable bravoure et la modération que donne presque toujours le vrai courage » [NGU, t. I, p. 284-285].

Dans cette description élogieuse, les femmes ne sont pas oubliées :

Les femmes, sans être belles, ont une noble prestance, et leur costume semi-oriental se distingue par une admirable harmonie de couleurs. Même dans les villes, quelque Serbiennes ont su résister à la toute-puissance de la mode française et se montrent en ruisselle avec leurs vestes rouges, leurs ceintures et leurs chemisettes brodées de perles et ruisselantes de sequins, leur petit fez si gracieusement posé sur la tête et fleuri d'un bouton de rose [NGU, t. I, p. 284-285].

Reclus ne s'est pas débarrassé d'un étrange goût pour un exotisme de pacotille qui a séduit plus d'un géographe de son temps et des périodes précédentes, y compris un ancêtre illustre, Emmanuel Kant, dans sa *Géographie* [Kant, 1999].

Du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

La question du devenir des divisions politiques est partout présente. Ce qui rejoint la question des nationalités.

Une des idées fortes de Reclus est que les frontières du moment ont été fixées par les rapports de force entre les empires. Ces frontières ne représentent pas des limites légitimes, d'autant moins que leurs gouvernements sont contestables et ne connaissent que le droit du plus fort. Les limites véritables sont celles qui séparent les nations, en réalité les limites des aires linguistiques. Dans la langue de l'époque, Reclus parle de race et non pas de nation, mais il ne met pas dans le mot un contenu biologique.

Là encore, l'analyse de la question grecque fournit une bonne introduction.

Ainsi la cohésion que donnent aux Grecs une langue, des traditions, des espérances identiques, voilà ce qui fait leur nation, voilà ce qui réalise déjà, mieux que les traités, cette union de race, qu'ils appellent « la grande idée » ! Les frontières fixées par la diplomatie n'ont aucun sens au point de vue du patriotisme hellénique. Qu'ils résident dans la Grèce proprement dite, dans la Turquie d'Europe ou d'Asie, les Grecs n'en forment pas moins un seul peuple et n'en vivent pas moins une vie nationale commune, en dehors des gouvernements de Constantinople et d'Athènes. C'est à l'étranger qu'ont été le mieux gardées les traditions et la pratique de la vie municipale et que l'initiative du citoyen grec s'exerce le plus librement. Ainsi l'ensemble de la nation doit-il être considéré comme formé de la race tout entière, soit près de quatre millions d'hommes [NGU, t. 1, p. 125-126].

Cette remarque intéressant la Grèce, Reclus la renouvelle pour les autres nations des Balkans. Telle est également la nation roumaine :

Au point de vue de la race et non de la politique officielle, la vraie Roumanie est bien autrement grande que les cartes ne la représentent. Non seulement elle comprend la Valachie et la Moldavie du versant danubien des Carpates, ainsi que la Bessarabie russe, mais elle se prolonge aussi sur une moitié de la Bukovine, et, de l'autre côté des monts, englobe la plus forte part de la Transylvanie, ainsi qu'une large part du terrain entre le Banat et la Hongrie orientale. Les Roumains ont aussi franchi le Danube et colonisé de nombreux districts de la Serbie et diverses régions de cette péninsule de la Dobroudja qui leur appartient politiquement depuis le traité de Berlin... Tandis que la Roumanie proprement dite, diminuée de la Bessarabie, augmentée de la Dobroudja, s'étend sur un espace de 127 584 kilomètres carrés, égal au quart de la France, tous les pays roumains ont une superficie presque double [NGU, t. 1, p. 245].

Reclus a été plus impressionné encore (nous sommes en 1883 et ce pays indépendant a cinq ans d'âge) par l'émergence de la Bulgarie. Il produit le même raisonnement et le même calcul que pour la Roumanie.

Quoique le nom de Bulgarie soit appliqué officiellement au seul versant septentrional des Balkans, augmenté du bassin de Sofia, la véritable Bulgarie s'étend sur un territoire au moins deux fois plus considérable. Des bords du Danube inférieur aux versants du Pinde, tout le sol de la péninsule appartient aux Bulgares, sauf pourtant les îlots et les archipels ethnographiques où vivent des Turcs, des Valaques, des Zinzars ou des Grecs [*ibid.*]

Il n'existe pas encore d'Albanie en 1883, mais Reclus a parfaitement noté la réunion de la ligue de Prizren, en 1878, première manifestation importante du nationalisme albanais, dont il salue l'éveil :

Les guerres qui ont permis à la Roumanie, à la Serbie, au Monténégro, à la Bulgarie, à la Roumélie orientale de se constituer en États indépendants ont eu pour conséquence de montrer aux Chkipétars qu'ils seraient à jamais perdus comme nation s'ils ne parvenaient pas à oublier leurs anciennes haines de religions et de races... Sans porter ce nom, leur république fédérale était constituée : les tribus devaient être absolument autonomes dans leurs affaires intérieures, mais en face de l'étranger elles ne devaient former qu'une seule nation [*NGU*, t. I, p. 194].

Le traitement de la Serbie dans la *NGU* est en revanche surprenant, et assez différent de celui réservé à la Bulgarie, la Grèce, la Roumanie. On y explique que si, jusqu'à la crise de 1876-1878, tous les regards des Slaves du Sud avides d'émancipation politique se tournaient vers la Serbie, ce rôle de référence lui a été ravi par la Bulgarie, devenue dans les faits la première puissance de la région.

Reclus ne prévoit pas d'agrandissement de la Serbie. Il ne voit pas en elle une sorte de Piémont des Yougoslaves. Il semble bien qu'il fonde cette manière de voir sur l'idée que les Serbes perdent du terrain vis-à-vis des nations voisines. En Serbie même, Reclus s'attache à montrer l'importance de l'immigration des Roumains et des Bulgares dans l'est du pays. Hors des frontières de la Serbie, dans ce qui reste de Turquie d'Europe, Reclus met en valeur la force de pénétration des Albanais dans l'actuel Kosovo, au détriment des Serbes.

Mais, dès que la puissance des Serbes eut succombé sous les coups des Osmanlis, les Albanais reparurent. Au nord-est, ils se sont avancés peu à peu dans la vallée de la Morava bulgare ; une de leurs colonies a même pénétré dans la Serbie indépendante. Comme une mer montante, ils ont entouré de leurs flots des îles et des archipels de populations slaves ; c'est ainsi que des groupes serbes éloignés de leur corps de nation se trouvent encore dans le voisinage de l'Acrocéaunie (la presqu'île qui ferme à l'ouest le golfe de Vlora en Albanie), aux bords du lac d'Okhrida, et sur toutes les montagnes qui entourent la plaine de Kosovo, où furent massacrés leurs ancêtres [*NGU*, t. I, p. 183].

D'une manière inattendue, l'idéologie yougoslave, visant au regroupement politique des Slaves du Sud, n'est guère évoquée dans le volume consacré à

l'Europe méridionale. Elle est traitée de façon moins allusive dans le volume sur l'Europe centrale, dans la description de l'Autriche-Hongrie.

La Slavie du Sud ou Yougo-Slavie s'étend, on le sait, bien au-delà des frontières de l'Austro-Hongrie. Elle comprend la Serbie indépendante, la Bosnie naguère musulmane et toute la moitié de la péninsule turque occupée par les Bulgares : elle touche à l'Adriatique, à la mer Noire et même au golfe de Salonique. Cette région du monde slave est donc aussi vaste que plusieurs des grands États de l'Europe, mais elle est dépecée en plusieurs fragments séparés par des camps, des forts, des lignes de douane, et pendant des siècles, des enfants de la même race, menés par des souverains étrangers, ne se sont rencontrés que pour le choc des batailles... Les Hongrois ont pu céder facilement à la tentation d'annexer à leur domaine ce qui leur semblait en être une dépendance naturelle. De même, les Autrichiens devaient par des raisons semblables d'intérêt, appuyées sur le droit du plus fort, considérer comme leur appartenant toutes les régions alpines des Slaves qui leur procurent une issue vers le golfe de Venise. Telles sont les causes, à la fois historiques et géographiques, par lesquelles on peut expliquer le fractionnement de la Slavie du Sud en tant de parties distinctes [NGU, t. III, p. 262].

C'est à propos de la Croatie que Reclus prédit un avenir à la Yougoslavie, parce qu'elle lui paraît plus moderne que la Serbie, et plus liée avec les pays avancés de l'Europe occidentale.

Divisés par la politique, tous les pays slaves de Cisleithanie, de Transleithanie, d'Outre-Save n'en constituent pas moins d'avance, et virtuellement pour ainsi dire, une forte unité nationale, avec laquelle doivent compter même ceux qui refusent de la reconnaître. Les événements projettent leur ombre devant eux, et bien que la Yougo-Slavie n'existe pas encore, on peut la voir se préparer depuis longtemps... La Croatie hongroise semble être indiquée, grâce à la culture acquise et au patriotisme national qui s'y est développé, comme le centre naturel de ce monde en formation, quoique la différence de religion entre les Croates catholiques romains et les Serbes grecs ait eu pour conséquence des haines invétérées et retardé la naissance des aspirations communes [NGU, t. III, p. 270-271].

On ne peut manquer de reconnaître à ce jugement beaucoup de lucidité. Il faut aussi s'attarder un peu sur la magnifique formule : *les événements projettent leur ombre devant eux*. C'est une invitation à ne pas se limiter au court terme, à prendre des risques, à voir la signification générale des faits particuliers. Il y a là un des fondements de la pensée de Reclus. On peut se demander si cette phrase a eu beaucoup d'écho dans les développements ultérieurs de la géographie française.

Élisée Reclus n'est pas du tout un chantre du « principe des nationalités ». S'il utilise le terme de nationalité comme une donnée, il perçoit combien ce principe a été manipulé par des États pour opprimer leurs minorités, dont ils nient l'existence

légitime, ou pour déclencher des guerres. Il nie que la nationalité soit un être collectif, auquel on puisse attribuer des sentiments et des ambitions. Il ne croit qu'aux aspirations des individus et pense qu'une libre fédération des nations est la meilleure solution pour correspondre aux aspirations de tous.

Des fondements de la nation

Reclus rejoint pour les fondements de la nation les idées de Renan, pour qui la nation est un plébiscite tous les jours renouvelé. Rien de plus typique que les termes selon lesquels il parle de la nation grecque, dans sa description du soulèvement de 1821.

Du reste, l'émancipation politique d'une partie de la Grèce n'était que le symbole d'une révolution plus grande qui s'accomplissait dans le monde oriental. Du coup, tous les Grecs se trouvaient moralement affranchis.

Ce qu'ils appellent « la grande idée », c'est-à-dire la solidarité panhellénique, prenait un corps autour duquel ils devaient graviter désormais, quelles que fussent les conditions spéciales de leurs milieux. Plus que tous les autres peuples, les Grecs représentent réellement une « idée », précisément parce que la question du lieu natal, de race ou de langue est chez eux complètement subordonnée à celle du vœu personnel. « Je suis Hellène », cela suffit pour qu'un Slave, un Valaque, un Albanais, un homme de n'importe quelle nationalité par la descendance puisse être et doive être réellement considéré comme Grec. C'est la volonté qui fait la patrie d'élection ; les circonstances extérieures ne sont rien et on ne s'intéresse qu'à la vie dans son essence profonde. Même la question du territoire, qui a tant d'importance aux yeux des patriotes d'autres nations, n'a qu'une valeur secondaire pour les Grecs. On peut citer en exemple les résidents du littoral de l'Asie Mineure et les insulaires de l'archipel turc qui sont essentiellement hellènes et conscients de leur race, très ardents dans leur esprit de cohésion nationale, mais qui n'aspirent nullement à devenir les sujets du petit roi de Grèce et, d'avance, se méfient des mille réglementations tracassières que leur feraient subir les bureaucrates du royaume : il leur convient mieux de s'arranger avec les Turcs qui n'ont nullement la prétention de leur imposer un patriotisme ottoman... Les Grecs de Mytilini (Mytilène, Lesbos), de Smyrne, de Samos savent qu'ils sont vraiment plus libres et plus prospères sous la tutelle hargneuse des Osmanlis qu'ils ne le seraient sous l'autorité directe et centralisatrice des fonctionnaires athéniens, et ils attendent sans impatience la grande fédération de l'avenir. En réalité cette fédération existe : les Grecs se reconnaissent partout et s'entraident de groupe en groupe, constituant leur unité morale en dehors des délimitations politiques de la surface [H&T, t. V, p. 104-105].

On retrouve dans ce texte les diverses définitions de la nation, le droit du sol opposé au droit du sang et au-delà au droit du choix. Sans doute, Reclus, emporté par ses convictions, est-il bien optimiste. La nationalité grecque est en effet

étroitement rattachée à la communauté religieuse : on dit d'ailleurs communément à cette époque « de religion grecque ». C'est bien pourquoi les échanges de populations entre Grèce et Turquie, réglés par le traité de Lausanne en 1923, prévoient d'échanger des « ressortissants turcs de confession grecque-orthodoxe » et des « ressortissants grecs de confession musulmane ». Il est vrai qu'entre-temps la Turquie était passée d'un régime théocratique à un régime strictement nationaliste beaucoup plus exclusif.

De l'instruction

Parmi les facteurs qui expliquent le développement des nationalités, figurent le progrès technique, mais aussi et surtout les progrès de l'instruction. La question des écoles comme le préalable au progrès revient comme un leitmotiv. Reclus revient de façon récurrente sur le rôle de l'instruction dans l'émancipation individuelle et collective. Aussi bien admire-t-il le goût des Grecs pour l'étude :

Parmi les quatorze cents jeunes gens qui fréquentent l'université d'Athènes, il en est qui, pour étudier le jour, emploient une moitié de la nuit à quelque travail manuel, d'autres qui se font domestiques ou cochers pour acquérir leur diplôme de légiste ou de médecin.

Un pareil amour de l'étude ne peut manquer d'assurer à la nation grecque une influence bien plus considérable que ne pourrait le faire espérer, relativement aux nations voisines, le nombre peu élevé des hommes qui la composent [NGU, t. I, p. 125].

Reclus note aussi de manière perspicace le rôle des bienfaiteurs publics de toute condition, les évergètes, rôle qui ne se limite pas au secteur de l'éducation.

D'ailleurs les Grecs de toutes les parties de l'Orient, de l'Épire à l'île de Chypre, considèrent Athènes comme leur centre intellectuel, et c'est là qu'ils envoient étudier leurs jeunes gens. Ils font mieux encore. Pour contribuer à la gloire et à la prospérité de la nation renaissante, ils prélèvent une part de leurs revenus et la destinent à la fondation ou à l'entretien des écoles d'Athènes. Et ce ne sont pas seulement les riches négociants de Marseille, de Trieste, de Salonique, de Smyrne qui s'occupent ainsi des vrais intérêts de la patrie ; de simples paysans, des veuves illettrées de la Thrace et de la Macédoine emploient également leurs économies à l'œuvre de l'instruction publique. C'est le peuple lui-même qui élève ses écoles, ses musées, et qui paye ses professeurs [NGU, t. I, p. 125].

À chaque paragraphe, toutes les fois qu'il en a l'occasion, Reclus se réclame ainsi de son idéal démocratique.

« L'Homme malade » : la Turquie et son devenir

Reclus voit l'Empire ottoman condamné à court terme, pour des raisons à la fois d'ordre intérieur et d'ordre extérieur, et il prédit son éviction du continent européen. Raisons d'ordre externe : Reclus montre les appétits des « puissances ».

Les prophéties dans lesquelles on se complaisait, au sujet de la Turquie, ne sont pas encore complètement réalisées. L'« homme malade », ainsi qu'on nommait plaisamment l'empire des Osmanlis, a résisté contre la mort plus vaillamment qu'on ne s'y attendait, et les puissances voisines n'ont pu se mettre d'accord pour partager ses dépouilles... Les intérêts de l'« équilibre européen » ou plutôt les jalousies rivales des différents États sont jusqu'à maintenant la meilleure sauvegarde de la Turquie [NGU, t. I, p. 228].

Mais surtout raisons d'ordre interne. Reclus est tout aussi sévère que la quasi-totalité de ses contemporains. La seule vertu qu'on accorde aux Turcs est leur simplicité et leur honnêteté : « Le peuple turc est en Europe celui dont les individus sont les plus forts et les plus sains. S'il n'est pas le plus intelligent, s'il est même le moins souple à l'adaptation, c'est du moins le plus honnête et le plus sincère, de même que le plus sobre et celui qui use le moins de boissons excitantes » [H&T, t. V, p. 389].

Pour le reste, la description des Turcs et de leur gouvernement est une exécution sans beaucoup de nuances, sauf à diminuer leur responsabilité par la complicité des autres puissances.

Les Turcs d'Europe ne prennent qu'une part minime au travail qui se fait dans leur empire. Bien des causes spéciales contribuent à les rendre moins actifs que les représentants des autres races. D'abord, c'est parmi eux que se recrutent les maîtres du pays, et leur ambition se porte naturellement vers les honneurs et les voluptés du kief, c'est-à-dire de la molle oisiveté. Par mépris de tout ce qui n'est pas mahométan, non moins que par insouciance et lenteur d'esprit, ils n'apprennent que rarement des langues étrangères, et par conséquent se trouvent à la merci des autres races, dont la plupart sont plus ou moins polyglottes. En outre, le fatalisme que le Coran enseigne aux Turcs leur enlève toute initiative ; en dehors de la routine, ils ne savent plus rien faire. La polygamie et l'esclavage sont aussi pour eux deux grandes causes de démoralisation [NGU, t. I, p. 236-237].

On retrouve dans ce jugement les idées reçues de l'époque, assorties chez Reclus de l'idée que la religion est l'opium du peuple et que le progrès l'emporte d'autant plus facilement que la place de la religion est plus réduite. Aussi bien la critique de Reclus s'attache-t-elle moins à cette psychologie des peuples dont l'époque était friande qu'au mode de gouvernement :

Heureusement que le despotisme turc n'est pas un despotisme savant, basé sur la connaissance des hommes et visant avec méthode leur avilissement. Les Osmanlis ignorent « l'art d'opprimer sagement »... Ils ne s'occupent point curieusement des affaires de leurs administrés et ne se font point adresser de rapports et contre-rapports sur les individus et les familles. Leur domination est souvent violente et cruelle, mais elle est tout extérieure pour ainsi dire et n'atteint pas les profondeurs de l'être. Sans doute l'esprit public ne peut naître et se développer que bien difficilement sous un pareil régime, mais les individus isolés peuvent garder leur ressort, et les fortes institutions nationales, telles que la commune grecque, la tribu mirdite, la communauté slave, peuvent résister facilement à une domination capricieuse et dépourvue de plan [NGU, t. I, p. 240].

Toutefois, Reclus note les progrès de l'égalité à l'intérieur même de l'Empire, au cours du XIX^e siècle :

En vertu des lois, toutes les nationalités de l'Empire, sans distinction d'origine ni de culte, sont considérées comme égales, et les chrétiens de toute race peuvent occuper les divers emplois de l'empire au même titre que les musulmans. Il serait injuste de ne pas reconnaître que dans l'ensemble de la Turquie de très grands progrès sont accomplis vers l'égalisation définitive des races. D'ailleurs, c'est aux populations elles-mêmes à vouloir avec persévérance ; elles deviennent libres à mesure qu'elles arrivent à la conscience de leur valeur et de leur force [NGU, t. I., p. 239].

Mais là encore, Reclus se place en position prospective. Il voit poindre l'élimination de la Turquie du continent européen :

Quoi qu'il en soit, on ne saurait douter que dans un avenir prochain, les populations non mahométanes de la Turquie, déjà bien supérieures aux Turcs par le nombre, par l'activité matérielle, par la vivacité de l'esprit et l'instruction, n'arrivent à dépasser leurs maîtres actuels par l'importance de leur rôle politique. C'est là une nécessité de l'histoire. Les admirateurs du bon vieux temps, les Osmanlis qui ont gardé le turban vert de leurs ancêtres, voient avec désespoir se rapprocher l'inévitable échéance. Ils s'opposent de toutes leurs forces aux changements matériels qui peuvent hâter l'émancipation des rayas méprisés. Les inventions européennes leur paraissent, comme elles le sont en effet, le prélude d'une révolution qui s'accomplira contre eux [NGU, t. III, p. 240].

Aussi bien Reclus appelle-t-il de ses vœux une confédération de peuples :

Rattachées les unes aux autres, les diverses nationalités de la péninsule des Balkans et de l'Austro-Hongrie verront s'élargir pour elles le théâtre de leurs conflits. Des bords de la Baltique à ceux de la mer Égée, sur plus d'un quart de l'Europe, tous ces peuples ou fragments de peuples qui réclament l'égalité des

droits et l'autonomie politique vont chercher à se grouper suivant leurs affinités naturelles, et se préparer, par la solidarité morale, à l'établissement de fédérations libres. Quelle que doive être l'issue des événements qui se préparent en Turquie, il est certain que, dans son ensemble, ce pays devient de plus en plus européen par le mouvement politique, les conditions sociales, les mœurs et les idées [NGU, t. I, p. 241].

De la violence

Reclus est tout à fait conscient que ces transformations politiques majeures se feront dans la violence. Il trouve un des fondements de cette violence dans le système politique du *millet*, quoiqu'il n'utilise pas ce terme, c'est-à-dire dans une organisation où les droits et devoirs de chacun découlent de sa place au sein d'une communauté.

Il faut remarquer que dans l'Orient turc, l'administration s'occupe fort peu des subdivisions territoriales ; les indigènes relèvent de telle ou telle autorité non en vertu du lieu qu'ils habitent mais en vertu de la religion qu'ils professent ; des habitants dont les maisons sont contiguës se trouvent soumis à des impôts autres et régis par des lois différentes parce que leur dieu – ou le cérémonial d'adoration du même dieu – n'est pas le même [H&T, t. V, p. 390].

Et Reclus de relever dans ces pratiques la source de haines inextinguibles :

Dès que ce lien de la force vint à se relâcher, même à se détendre complètement, les peuples, ennemis surtout par la volonté gouvernementale, se retrouvèrent les uns à côté des autres comme des bêtes féroces enfermées dans une cage commune. Peu à peu, au soulèvement concerté contre les oppresseurs osmanlis s'est substituée une lutte qui épargne presque les Turcs et à laquelle le spectateur initié ne peut rien comprendre : Grecs, Bulgares, Koutzo-Valaques, Serbes, Monténégrins, même des factions rivales d'une identité nationale s'entre-massacrent sous l'œil placide du gouvernement de Stamboul et des cinq puissances [*ibid.*].

Reclus ne prononce pas le mot de génocide, dont la première occurrence date de 1944, mais il décrit par le menu les souffrances des Arméniens, qui n'appartiennent pas au monde balkanique mais sont bien inclus dans l'Empire ottoman. Encore ne s'agit-il pas du massacre de 1915, mais de celui de 1895-1896, qui le prépare.

Si le sultan est un maître redoutable, c'est parce qu'on veut bien lui permettre de l'être, et vraiment les gouvernements d'Europe sont fort larges dans leurs autorisations. Ils lui donnent pouvoir d'opprimer ses sujets de toute race, de toute langue, de toute religion...

Les massacres d'Arménie, trop savamment organisés pour qu'on y vît le résultat de soulèvements populaires et de guerres entre races, furent, de toutes les abominations modernes, celles peut-être qui représentent le plus gros amas de crimes. À Constantinople même, la tuerie – du 26 au 29 août 1896 – se fit avec une méthode qui témoigne de la volonté froide de l'ordonnateur des assassinats. La veille, on avait marqué à la craie les maisons des Arméniens destinés à la mort, malheureux qui, surveillés de toutes parts, ne pouvaient songer à fuir et n'avaient qu'à se résigner patiemment à l'inévitable. Puis, à l'aurore, les bouchers et gens de métiers sanglants, experts au dépeçage des bêtes, commençaient leur tournée et procédaient rapidement, sans tumulte, sans cri, à l'abattage de leurs victimes : presque partout l'opération se faisait en plein jour, sur le seuil même de la maison, qui devait restée tachée de sang, en signe du courroux impérial [H&T, t. V, p. 386].

Reclus illustre cette description par une étonnante carte [H&T, t. V, p. 481], intitulée « Lieux de massacres en Arménie ». La légende précise : « Lieux d'égorgeement ou de lutte » et ajoute : « de 1896 à 1904, les tueries n'ont point cessé, mais elles ont été moins systématiques ». Après Reclus, on cherchera vainement dans les livres de géographie des cartes du même type et sur un sujet voisin.

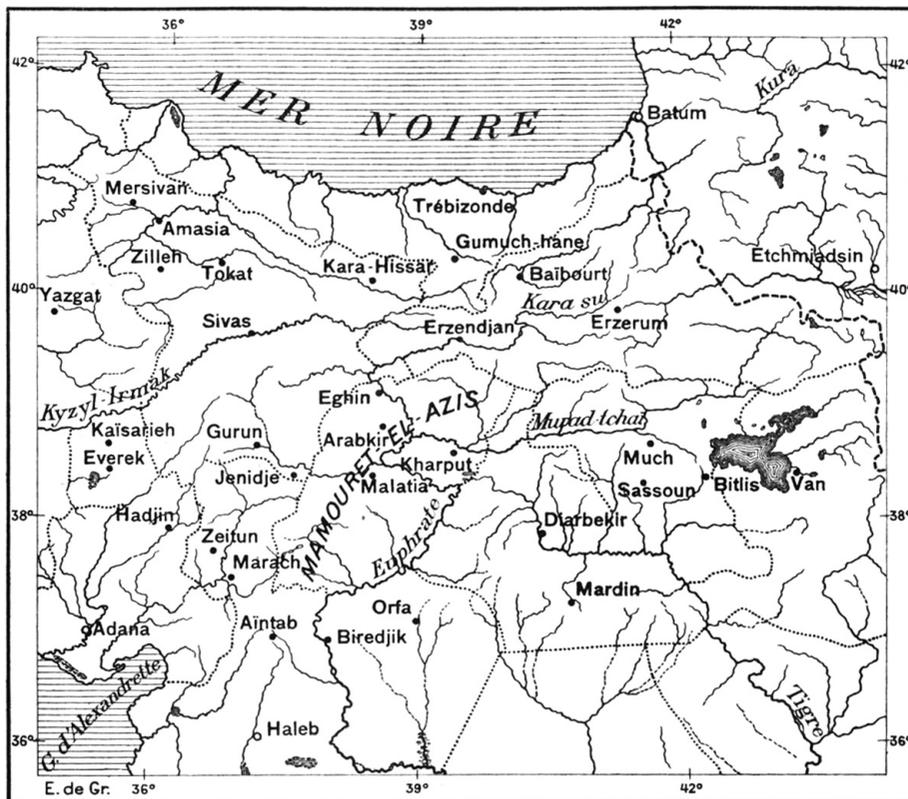
Surtout, Reclus n'omet jamais de placer les événements les plus sanglants dans leur perspective explicative d'ensemble. Il place la Turquie dans sa situation de dépendance économique :

Du reste, que ce soit par faveur ou par menace, la Turquie, considérée comme puissance européenne, se trouve entièrement à la merci des capitalistes qui gèrent ses finances et disposent indirectement des armées et des flottes de l'Europe. Le « Sultan rouge » n'a plus qu'à s'incliner quand les ambassadeurs étrangers viennent apporter leurs ordres... Ce n'est pas à un « homme malade », c'est à un invalide amputé de bras et de jambes qu'on devrait comparer ce qui reste de l'empire de Souleïman le Magnifique. Or, la Turquie se trouvant sous la dépendance chaque jour plus étroite des financiers européens, il est à présumer que ceux-ci continueront de distribuer le pays à leurs protégés princiers comme ils l'ont déjà fait pour la Roumanie, la Serbie, la Bulgarie, la Bosnie-Herzégovine, l'île de Samos et la Crète [H&T, t. V, p. 388].

Reclus se garde pourtant de poser sur ces faits un simple jugement moral. Il proclame une fois de plus sa foi dans une « libre fédération de toutes les populations de l'Europe sud-orientale » et, loin d'être systématiquement antiturc, il ajoute :

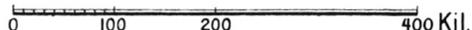
Ce serait le seul moyen d'éviter le crime qui se prépare après tant d'autres, le bannissement de tous les Turcs hors de leurs anciennes conquêtes d'Europe. Jusqu'à nos jours toute constitution d'un État chrétien dans la Balkanie eut pour conséquence pratique l'expulsion des musulmans. Mais dans l'histoire des nations,

LIEUX DE MASSACRES EN ARMÉNIE



D'après P. Quillard.

1 : 7 500 000



Les points noirs indiquent quelques-uns des lieux d'égorgement ou de lutte.

Dates des principaux massacres : 18 au 4, août-septembre, Much, Sassoun ; – 1895, 30 septembre, Constantinople ; 3 octobre, Ak-hissar à 130 kilomètres de Constantinople ; 8. Trébizonde ; 15, Hadjin ; 21, Erzendjan ; 23, Marache ; 25, Gumuchhane, Bitlis ; 27, Biredjik, Orfa, Baïbourt ; 28, Kara-hissar ; 30, Erzeroum ; 1^{er} novembre, Diabekir ; 1 au 5, Arapghir ; 7, Mardia ; 4 au 9, Malatia ; 8, Eghin ; 10 au 11, Karpouth ; 12, Sivas, Gurun ; 15, Aintab, Marsevan, Amasia, Tokat ; 18, Marache, Venidjé ; 20, Van ; 28, Zilleh ; 30, Kaïsarieh ; 28 décembre, Biredjik ; – 1896. 1^{er} janvier, Orfa ; juin, Van ; août, Constantinople ; septembre, Eghin ; 6 octobre, Erzeroum ; 5 novembre, Everek.

De 1896 à 1904, les tueries n'ont point cessé, mais elles ont été moins systématiques.

laquelle eut toujours assez de respect du sol et de la liberté d'autrui pour avoir maintenant le droit de jeter la pierre aux descendants des conquérants anciens ? [H&T, t. V, p. 391].

Mais, en même temps, Reclus admet que les droits des individus et des peuples doivent être conquis et ne seront jamais donnés :

Comment régler tous ces conflits, calmer toutes ces convoitises sans démuseler les chiens de la guerre ? La même question de balance entre les groupes nationaux qui rend l'avenir de la Balkanie si incertain menace également l'Autro-Hongrie, et ne pourrait être résolue que de la même manière, par la libre discussion entre gens de langues, de races, de mœurs, de coutumes différentes. La confédération de tous ces peuples divers, mais sollicités par des intérêts généraux communs, devrait naître du chaos actuel et servir d'exemple aux grands États centralisés du centre de l'Europe : mais les pieux désirs n'ont pas de sens en politique, il n'importe que de constater les mouvements et d'en déterminer la résultante. Eh bien, il est certain que dans l'état actuel de la civilisation qui ne respecte ni les droits des individus, ni ceux des minorités, le débat officiel sera circonscrit entre les grandes puissances, Empires de Russie et d'Allemagne, Royaumes d'Italie et de Hongrie : le droit d'intervention des petits, Serbes et Croates, Albanais et Roumains, Slovènes et Slovaques, ne sera reconnu qu'en proportion de leurs révoltes. À eux d'exiger et de prendre, on ne leur donnera que ce qu'ils auront conquis [H&T, t. V, p. 442-443].

La leçon de la géographie des Balkans chez Reclus

Les Européens ont à travers la question des Balkans l'expérience de la différence culturelle à leurs portes. Il ne faut sans doute pas attacher trop d'importance aux descriptions physiques des différentes « races ». Reclus n'échappe pas aux clichés qui vont se nicher dans le vocabulaire convenu des descriptions des visages et des qualités morales supposées des différents groupes nationaux.

Reclus chante l'acharnement au travail des Bulgares, il est sévère pour la paresse des Serbes et celle des Turcs. Il est convaincu que l'aptitude à l'activité marchande, à la navigation, aux échanges, que montrent les Grecs, doit se traduire, à un moment ou à un autre, dans le domaine politique. Par-dessus tout il estime le goût pour l'instruction et l'effort pour la promouvoir.

Il ne perd pas une occasion pour fustiger, en revanche, le fanatisme religieux et voit dans toute croyance au surnaturel un frein au progrès. La situation la pire lui paraît être quand le fanatisme religieux se marie avec l'impéritie, comme dans la Turquie ottomane des derniers temps du califat.

Reclus voyait dans les Balkans un Orient de l'Europe soumis à la violence, et la seule fraction de ce continent incluse dans un État musulman. Et si l'autonomie

des différents peuples doit être encouragée, ce n'est pas, à coup sûr, pour fortifier les idéologies nationalistes mais parce que, dans les Balkans, la liberté individuelle lui paraît passer par celle des nations.

Au demeurant, il demande que vainqueurs et vaincus puissent vivre côte à côte, espoir que malheureusement les événements ne vont cesser de repousser : « Le temps ne serait-il pas venu de vivre en paix à côté les uns des autres sur cette bonne Terre, si ample qu'elle pourrait sans peine recevoir une population décuple et lui donner en abondance le pain et le bien-être ? » [H&T, t. V, p. 391].

Pierre George dit que, dans sa forme classique, la géographie produit des actes notariés, un état des lieux avec des attendus, mais sans perspective. Cette géographie, dit-il, ne fournit pas de diagnostic. À l'inverse, la géographie d'Élisée Reclus est bien une géographie du diagnostic tournée vers l'avenir.

Après Reclus : les Balkans des guerres

Jean Brunhes, Jovan Cvijic, Jacques Bourcart, Jacques Ancel

Lorsque Reclus meurt en 1905, Vidal de La Blache a soixante ans et il a déjà formé le plus grand nombre de ceux qui se réclameront de lui. La thèse de Brunhes date de 1902, celle de Blanchard de 1903, celle d'Emmanuel de Martonne et celle de Demangeon sur la Picardie de 1905. À la mort de Reclus, la géographie vidalienne est déjà en place, dans les universités et les maisons d'édition, par le biais des manuels scolaires et des ouvrages savants.

Reclus est déjà en marge de la géographie universitaire française. Il n'est plus cité dans les ouvrages géographiques, sauf exception. Vidal conçoit sa propre géographie universelle dès avant la mort de Reclus et avant la publication de *L'Homme et la Terre*, qui ne fut pas reconnu par la géographie universitaire.

Après Reclus, les Balkans s'invitent à la table de la géographie comme des convives inattendus et pas forcément souhaités, pas convenables, mal fagotés et couverts de plaies, à la faveur des événements de Macédoine (1903), de la révolution jeune-turque (1908), des guerres balkaniques (1912-1913), de la Première Guerre mondiale, suivie de l'affrontement gréco-turc (1914-1922) : vingt années de luttes violentes. Autrement dit, la dimension politique de ces événements était une évidence. Il était bien difficile de décrire les Balkans sans les évoquer.

Mais aussi, et peut-être surtout, plusieurs géographes étaient rentrés en contact avec les Balkans par le biais des guerres. Jean Brunhes a connu les Balkans durant les guerres balkaniques. Jacques Bourcart et Jacques Ancel ont parcouru les Balkans lors de leur mobilisation dans l'armée d'Orient durant la Première Guerre mondiale.

Yves Chataigneau y fut nommé à peine démobilisé. C'est une géographie de la guerre qui apparaît là.

Le ton des écrits de ces géographes et leur manière de traiter le sujet diffèrent sensiblement de ceux de Reclus. Affaire de circonstances, affaire de tempérament sans doute, mais aussi de manière de penser la géographie. Chez Reclus, elle est une manière nécessaire de concevoir l'histoire de l'humanité. Les géographes du début du XX^e siècle ont des ambitions différentes, sans doute moins romantiques. La pensée organisatrice de Vidal de La Blache est passée par là.

Jean Brunhes

Jean Brunhes s'était rendu dans les Balkans en 1912 et 1913, au moment des guerres balkaniques, au titre de conseiller scientifique des Archives de la planète [Jean-Brunhes-Delamarre et Pinchemel, 1993]. Ensuite, au cours de la Première Guerre mondiale, son rôle ne fut pas directement lié à l'armée, mais plutôt celui d'un conseiller politique, d'un membre du Comité d'études proche du Quai d'Orsay, qui fournit des expertises au moment des traités qui mirent fin à la guerre, tout comme d'autres géographes tels de Martonne, Demangeon et bien d'autres. Toutefois, ces géographes ne firent jamais état de leur participation à ce comité d'études, parce que les comptes rendus de ce comité étaient de diffusion très restreinte et sont restés longtemps dans les archives du Quai d'Orsay, mais aussi parce que cette participation leur paraissait le fruit d'un devoir de patriote et de citoyen et non pas de scientifique. Ils établissaient entre ces deux champs une cloison étanche.

Jean Brunhes était arrivé dans les Balkans avec l'ambition de répondre à l'attente d'Albert Kahn et à la perspective de ses Archives de la planète : faire connaître aux hommes la variété des contrées pour, à partir de cette connaissance, contribuer à la paix. Les photos de l'ouvrage qui lui est consacré par le musée Albert-Kahn le montrent en train de diriger les preneurs de vues et de faire poser des hommes et des femmes représentatifs de la variété culturelle de la Bosnie-Herzégovine : toujours la fascination pour l'exotisme des costumes.

À son retour, ses premières leçons au Collège de France ont été consacrées à cette province et les considérations politiques sont loin d'être absentes de son cours, dont on connaît heureusement le contenu grâce à Marie-Claire Robic [Jean-Brunhes-Delamarre et Pinchemel, 1993]. Dans ces leçons, Brunhes aborde les questions ethniques et religieuses de front :

Lorsque nous abordons la Bosnie-Herzégovine, de quelque côté que ce soit, et dans quelque ville que nous nous trouvions, si nous interrogeons les habitants, ils ne nous répondent pas : nous sommes orthodoxes ou catholiques ou musulmans ; ils

répondent : nous sommes serbes ou nous sommes croates ou nous sommes turcs. En réalité ils ne sont pas turcs, les musulmans ne sont pas turcs ; ce sont des Slaves passés au mahométhanisme. Ils sont de la même race ; ils parlent la même langue, ils ont les mêmes cultures, mangent la même galette de maïs, ont la même vie que représente la communauté d'origine [Jean-Brunhes-Delamarre et Pinchemel, 1993, p. 248].

Brunhes réfléchit aussi de façon fort intéressante sur les conséquences politiques de l'aménagement du territoire tel que le pratique l'Autriche-Hongrie :

La Bosnie-Herzégovine souffre donc d'un mal interne, d'un mal organique qui vient de la contradiction de ses voies d'expansion naturelle avec les grandes directions qui ont été créées de force, dans les dernières années, par le pouvoir souverain de l'Autriche-Hongrie. Les villes elles-mêmes, dans leur contact avec les voies ferrées, sont l'expression de ces contradictions. Par exemple, la voie ferrée, au lieu d'aboutir à Sarajevo, s'arrête à trois kilomètres et demi de la ville... On se rend compte du dessein militaire qui a fait placer la gare en un point où elle serait facilement défendue. Entre la gare et la ville se sont installées des casernes ; c'est là toute une expression matérielle de ce fait d'ordre politique [*ibid.*, p. 260].

Ces intéressantes remarques politiques sont livrées dans la forme orale de son enseignement. Il n'y en a pas trace dans sa géographie humaine où l'on parle de la Bosnie-Herzégovine uniquement pour opposer une Bosnie septentrionale du bois à une Herzégovine de la pierre. Brunhes n'est pas le seul à s'en tenir à cette attitude qui consiste à réserver la sphère du politique à la forme orale, tenue pour instable, tandis que passe dans la forme écrite ce qui est considéré comme le noyau de la géographie, la relation au milieu physique.

Toutefois, cette réserve n'apparaît pas du tout dans *La Géographie de l'histoire* [Brunhes et Vallaux, 1921], ouvrage sans postérité et en décalage par rapport à la géographie classique.

D'abord, ce n'est pas un livre désincarné : on y sent une sympathie pour les malheureux, qui nous renvoie à Reclus, dans la description des camps peuplés de fuyards turcs victimes d'une purification ethnique avant la lettre. On a en outre de ces camps quelques admirables photographies au musée Albert-Kahn de Boulogne.

Nous avons vu, au mois de mai 1913, le camp de réfugiés turcs de Gumendjé, point frontière entre la Serbie et la Grèce ; dans la demi-ombre d'un crépuscule froid, les groupes bigarrés s'éparpillaient au milieu de chariots recouverts de nattes ou de tapis et faisant tentes ; des feux étaient allumés çà et là, auprès desquels des femmes accroupies et voilées réchauffaient leurs enfants. Nous avons revu ces fuyards en route pour l'Anatolie, pour l'Asie turque, entassés sur le pont des bateaux qui circulaient de Salonique à Constantinople, ou près des tentes blanches dressées

pour eux dans la plaine de Brousse, et toujours les mères s'ingéniant jusqu'à l'oubli d'elles-mêmes pour épargner à leurs petits le froid et la faim [Brunhes et Vallaux, 1921, p. 655].

Le livre fait montre d'une réflexion générale sur les modalités de la purification ethnique, réflexion là encore alimentée aux choses vues :

Au mois d'octobre 1913, après la folle équipée albanaise sur le territoire serbe, 32 000 Albanais étaient réfugiés à Elbassan. À Tirana (ville de 14 000 habitants), il y en avait 25 000 ; et sur ces 25 000, 11 600 étaient dans un tel état de dénuement qu'on devait leur distribuer une ration de pain deux fois par jour. C'est alors, bien avant les atroces mêlées balkaniques de la grande guerre européenne, c'est alors que, durant des journées entières, nous avons croisé des convois de vaincus ou d'émigrants : défilés lamentables d'ânes ou de chevaux chargés de tout le mobilier familial, de vaches étiques liées deux par deux, d'hommes au visage rude et fin, mais à la physionomie abattue, de femmes portant des enfants sur le dos ou les bras, de pauvres garçons ou fillettes traînant le pas et suivant à grand-peine le cortège de toute cette misère errante [*ibid.*, p. 655-656].

Brunhes dépasse l'émotion pour remarquer que meurtres et pillages ont déterminé ces mouvements et suscité partout la panique : la crainte d'être tué est le moteur, même si cette crainte est injustifiée. « Il y a eu beaucoup plus de villages abandonnés que de villages détruits » [*ibid.*, p. 656]. Brunhes se garde bien d'y voir un caractère typiquement balkanique et pense que la chose a dû être fréquente dans l'histoire de l'Europe.

L'ouvrage analysé dépasse donc le cadre balkanique et se situe résolument dans la géographie politique, dont il détermine les « trois problèmes fondamentaux », à savoir dans un premier temps l'État, la route et la frontière, dans un deuxième temps l'État et la capitale, et dans un troisième les solutions nouvelles : régionalisme, fédéralisme, fédérations d'États. Il est d'ailleurs difficile parfois de savoir si tel développement doit être attribué à Brunhes ou à Vallaux. Toutefois, on a des raisons de penser que les développements sur les Balkans sont de la plume de Brunhes. Ce dernier s'attache à démontrer que dans les Balkans, il n'existe pas de race pure : il montre que les Grecs sont pour une large part des Albanais et des Slaves hellénisés, ce dont la plupart d'entre eux ne veulent pas convenir, et il conclut :

Nous imaginons à tort tous ces faits géographiques humains comme ayant une existence objective absolue et une fixité trop rigide... On doit dire qu'une « race » est et devient ce que la fait son histoire. Une « race » est toujours dans le devenir ; elle est bien une chose mouvante, faite de conscience et d'âme autant que de réalité matérielle [*ibid.*, p. 596].

Cet ouvrage est parfaitement original et novateur : il se termine par une réflexion sur le devenir de l'Europe, sur « le super-État : la Société des Nations », qui nous fait regretter que ce travail soit resté sans postérité.

Jacques Bourcart

Jacques Bourcart n'est pas un géographe. C'est un géologue qui plus tard deviendra océanologue. Toutefois, il se réclame de la géographie dans sa thèse de géologie qui porte un titre étrange, « Les confins albanais administrés par la France. Contribution à la géographie et à la géologie de l'Albanie moyenne ». Son ouvrage plus général, *L'Albanie et les Albanais*, est reconnu en Albanie comme le meilleur ouvrage sur ce pays dans l'entre-deux-guerres. Jacques Bourcart a passé trois ans en Albanie, où « les hasards de la guerre l'avaient conduit » [« Introduction », Bourcart, 1921]. Il fut « amené à parcourir tout le pays, à travers les régions montagneuses les plus difficiles » [*ibid.*]. Officier de l'armée d'Orient, il a participé à la création politique éphémère mais importante des « Confins albanais sous administration française » qui de 1916 à 1920 ont été la seule structure quasi indépendante, et que pour cette raison on a parfois appelé République de Korça, alors que les Grecs, les Autrichiens et les Italiens se partageaient le reste de cet État créé en 1912.

Dans ses deux livres, mais surtout dans *L'Albanie et les Albanais*, Bourcart traite volontiers de questions politiques puisque le but recherché par ce livre est de livrer un éclairage aussi complet que possible au public français, sans souci de spécialisation scientifique. Il lui faut en particulier donner une idée des aires culturelles et linguistiques, opération dans laquelle, d'ailleurs, on peut le taxer de partialité en faveur de la cause albanaise, et d'hostilité résolue vis-à-vis du point de vue des Grecs. « Il ne reste en Albanie, comme étrangers, que les quelques Grecs, commerçants établis, surtout à Delvino » [Bourcart, 1921, p. 75]. Bourcart admet seulement une ville avec une présence grecque importante, Delvino : « C'est la seule ville albanaise dont une partie de la population soit grecque » [*ibid.*, p. 222]. Il y a là, sous couvert d'impartialité, une prise de position évidente en faveur des Albanais et contre les Grecs, dont il garde un mauvais souvenir, par suite de la position favorable à l'Allemagne du roi Constantin avant son éviction par les Alliés en 1917. En fait, autour de Delvino, dans ce que les Grecs appellent Épire du Nord, il existe une région où les villages sont presque uniquement peuplés de Grecs.

Bourcart parle de la vie sociale, du gouvernement national, de l'ensemble de l'inscription de l'Albanie dans la politique internationale. Mais, encore une fois, si Bourcart se recommande de la géographie comme de la géologie, il écrit ici un

livre de vulgarisation, au demeurant d'une extrême richesse et qui fait preuve d'une excellente information.

Jovan Cvijic

Jovan Cvijic n'est pas un géographe français, mais serbe. Toutefois, ses liens avec la France sont profonds et durables, et son ouvrage principal, *La Péninsule balkanique, étude de géographie humaine*, a été publié en français avant de l'être en serbe. Cvijic, professeur à l'université de Belgrade, fut invité en janvier 1917 à la Sorbonne et y assura un enseignement jusqu'à la fin de l'année universitaire 1918. C'est cet enseignement qui fournit la base de son livre. Au début de sa carrière, Cvijic s'était consacré surtout à la géographie physique, « mais déjà les guerres balkaniques de 1912 et 1915 avaient forcément détourné mes préoccupations vers les questions de géographie politique et humaine » [« Préface », Cvijic, 1918].

Le livre de Cvijic rend un son original. À l'évidence, c'est un livre partisan, fidèle à la cause serbe, et certainement contestable quand il parle des Albanais et des Bulgares. C'est ainsi qu'il parle des Albanais du Kosovo et de la Metohija :

Les Albanais, dépourvus de conscience nationale, et de toute organisation, n'étaient liés par aucun intérêt commun. Chaque homme vivant pour soi devenait brigand. Si on ne le respectait pas, il tuait, de même qu'il pouvait être tué par son adversaire à la première occasion favorable. Seule cette crainte réciproque a pu faire durer la société anarchique albanaise du Kosovo et de la Metohija [Cvijic, 1918, p. 152].

Mais *La Péninsule balkanique* est un livre profondément original, parce que tendu tout entier vers un seul but : donner une idée de la variété de la géographie humaine des Balkans. C'est un vrai livre de géographie culturelle, au sens que l'on donne aujourd'hui à ce terme. Ces caractéristiques viennent sans doute de ce que, venu en France sans bagages ni bibliothèque comme il l'explique lui-même, il l'a écrit en faisant appel à sa mémoire, si bien qu'il est bien plus riche d'anecdotes personnelles que de notes de bas de page. Par exemple, Cvijic explique que les Jeunes Turcs ont été particulièrement durs avec les Albanais, qu'ils considéraient comme les alliés du sultan : « Pendant mon séjour à Prizren, en septembre 1910, écrit-il, on pouvait voir chaque matin, sur le marché, quelques Albanais pendus au cours de la nuit » [Cvijic, 1918].

Dans ce livre, la géographie physique n'est conviée que pour autant qu'elle sert au propos général. Elle s'emploie de façon convaincante à montrer les « caractères géographiques d'union et de pénétration » (chap. 2) et les « caractères d'isolement et de séparation » (chap. 3). Pas de description de la géologie qui était à l'époque un passage obligé, mais un tableau du relief dans ses conséquences

pour la vie de relation. Ensuite, Cvijic relate les principaux événements historiques, ce qui le conduit à déterminer des « zones de civilisation ».

Cvijic passe alors à ce qu'il appelle mouvements « métanastasiques » (du grec *metanastasis* ou migration). Il appelle ainsi les mouvements lents et durables de populations qui abandonnent leur habitat initial, sous la pression politique et économique suscitée par la conquête turque. Cvijic détaille les causes et les conséquences de ces mouvements.

Après une revue classique de l'habitat rural et urbain, où règne le souci de faire correspondre la typologie à la distribution ethnique, Cvijic en vient au livre second de l'ouvrage, intitulé « Caractères psychiques des Yougoslaves ». On imagine mal aujourd'hui la fortune de cette psychologie des peuples combinée à l'ethnographie physique. « De 1887 à 1915, écrit-il, chaque année j'ai parcouru les pays qu'ils habitent, je les ai étudiés ; j'y ai connu des paysans et des gens instruits ; j'ai vécu parmi eux, et, parlant leur langue ou leurs dialectes, j'ai pu ainsi comprendre leur vie sociale et suivre l'évolution de leur mentalité » [Cvijic, 1918].

Pourtant, Cvijic se rend bien compte de la difficulté de son entreprise : « L'âme d'autrui n'est-elle pas souvent pour nous une énigme absolue... Les idées et les mobiles des groupes humains se dérobent souvent à une étude précise. L'homme n'a que trop tendance à surestimer ses compatriotes, surtout ceux de sa région natale » [Cvijic, 1918, p. 263].

Pourtant, si l'on consent à passer sur une typologie de types psychiques d'un raffinement exactement inverse à ses fondements scientifiques, cette géographie culturelle des Slaves du Sud n'est pas sans mérite, avec les détails précieux qu'elle fournit sur l'histoire et l'évolution économique et sociale. Par exemple, les pages consacrées aux musulmans de Bosnie sont fort justes.

En revanche, il ne faut guère chercher d'objectivité dans la description dès que les intérêts serbes sont en jeu :

Si la population de la Macédoine n'a conservé que des traces très vagues d'une conscience nationale serbe, elle n'a aucune tradition historique qui la rattache à la Bulgarie. C'est en général une masse archaïque slave, une masse flottante, sans conscience nationale déterminée : ce sont les Slaves macédoniens. Aucun savant ayant étudié la question sur place ne pourrait aujourd'hui admettre que la langue et l'ethnographie des Slaves macédoniens les désignent comme bulgares. Le folklore, la slava, l'organisation sociale en zadrouga sont indubitablement chez eux d'origine serbe. C'est en vain que les propagandistes bulgares s'appuient aujourd'hui sur d'anciennes cartes ethnographiques, dressées à une époque où on ne savait à peu près rien de la langue et de l'ethnographie des Slaves macédoniens. Ces cartes sont sans valeur, comme les statistiques falsifiées mises en avant par les mêmes propagandistes [Cvijic, 1918, p. 418-419].

Cette publication date de mai 1918 et la guerre dans les Balkans est loin de son terme. Mais les affirmations de Cvijic ne sont pas sans lendemain ni sans influence. On les retrouve, certes atténuées, dans la *Géographie universelle* de 1934.

Jacques Ancel

Jacques Ancel est à bien des égards un personnage à part dans la géographie française. Il est le seul à faire de la géographie politique sa préoccupation centrale, au point de publier un livre intitulé *Géopolitique*. Il fut un élève fidèle de Vidal de La Blache auquel il n'a cessé de rendre des hommages appuyés, et aux idées duquel il s'est toujours efforcé de se rattacher. Comme pour Bourcart, la Première Guerre mondiale fut l'occasion de sa rencontre avec les Balkans. Envoyé à Salonique en 1916, il y devint le responsable du département politique de l'état-major de Franchet d'Esperey. Il était donc fort bien situé à la fois pour collecter de l'information et pour la traiter. Dans le champ balkanique, nous lui devons à la fois une sorte de livre de souvenirs, *Les Travaux et les jours de l'Armée d'Orient*, et des livres d'histoire, tels *Unité de la politique bulgare (1870-1919)*, *Manuel historique de la question d'Orient* et aussi *Les Balkans face à l'Italie*. Nous lui sommes redevables de deux ouvrages de géographie politique : *Peuples et nations des Balkans, étude de géographie politique* et *La Macédoine, son évolution contemporaine*.

Les Balkans sont pour Jacques Ancel l'occasion de réfléchir sur les rapports entre État, nation et territoire. Désireux de faire rentrer les catégories de la géographie classique dans son espace balkanique, il voit les nations comme des combinaisons harmonieuses de genres de vie. Il décrit les rapports entre les États et les caractéristiques de leurs territoires et souligne le rôle des communications : il montre le lien entre la Grèce et la mer, celui entre la Serbie et le couloir Morava-Vardar, celui entre la Bulgarie et la transversale qui va de Nish à Andrinople. Il se garde d'oublier l'héritage des anciennes constructions politiques. Réfléchissant aux conditions nécessaires pour la naissance et le développement d'un État-nation (terme qu'il n'emploie pas), il montre la part des conditions naturelles, des liaisons physiques, mais aussi du passé commun. Il remarque que, « analysant ce qui les favorise, nous ne trouvons rien qui les impose ». En même temps, Ancel insiste très justement sur le fond paysan commun à ces sociétés.

Une partie des écrits de Jacques Ancel a vieilli. Sous le couvert d'une objectivité proclamée, nous le voyons comme tous les géographes français de l'époque favorable à la cause serbe. Plus largement, il est convaincu que les traités de Versailles ont abouti à une division des territoires plus juste que celle qui existait

auparavant. Il justifie l'annexion de la Voïvodine par la Yougoslavie : sans doute a-t-on à l'intérieur des frontières du nouveau royaume plus d'un demi-million de Hongrois et presque autant d'Allemands, mais cette frontière vaut mieux que la précédente. Il ne peut se défaire de l'idée que dans les Balkans, les positions de la Yougoslavie, de la Roumanie, de la Grèce sont fondamentalement justes.

La thèse de Jacques Ancel sur la Macédoine présente des positions très personnelles, illustrées par la carte où il indique avec minutie tous ses déplacements. Très souvent ses développements sont proches du carnet de terrain. Ainsi sa description des nouveaux venus sur la côte de la mer Noire en Bulgarie :

L'un d'eux, qui a obtenu 3 ha 1/2, sur lesquels il a semé maïs et orge, dit avoir vendu l'an passé sa récolte 15 000 leva. Cela suffit pour se nourrir, mais non pour l'habillement et les autres besoins. Sa baraque est bien tenue : au-dessus du lit, une balle de laine ; à côté un coffre qui recèle la récolte d'orge ; une machine à coude fait vis-à-vis à la malle ancestrale, garnie de ferrures et de fourrures [Ancel, 1930, p. 257].

Il y a là une sorte de fraîcheur qui sera perdue, ensuite, dans les travaux géographiques.

Contrairement à tellement de travaux de la géographie classique, soucieux de trouver le stable derrière le contingent, Ancel veut décrire le changement et la mobilité. Il s'attache dans sa description du milieu naturel aux éléments favorables ou non à la circulation. Il ne décrit pas le milieu pour lui-même.

Ce parti pris lui sera reproché. Le compte rendu de son travail dans les *Annales de géographie* de 1932 par Jules Sion, qui à la même époque rédige ce qui intéresse la Grèce pour la *Géographie universelle* de Vidal et Gallois, n'est pas sans réserves.

Sion fondait sa critique de Jacques Ancel sur la connaissance des Balkans qu'il était en train d'acquérir en travaillant pour la *Géographie universelle* de Vidal et Gallois. Dans la critique de Sion, on peut mettre de côté quelques reproches de détail, tel celui qui conteste la profondeur de 30 mètres du lac de Iannitsa, dans le delta du Vardar. Plus généralement, il est vraisemblable que Jacques Ancel n'a pas vérifié avec assez de soin ses données chiffrées. Sion estime que le milieu naturel est traité de façon écourtée. Il n'admet pas qu'après quelques pages on passe à une analyse exhaustive du paludisme. On voit bien l'irritation de Sion devant des titres de chapitre tels que « Les conditions politiques de la colonisation ; les bases financières de la colonisation ; la campagne sanitaire ». Sion écrit :

Nous ne voyons pas d'inconvénient à ce qu'un livre satisfasse, outre leur curiosité, celle des gens qu'intéressent ces problèmes, surtout quand il se donne comme un ouvrage de géographie politique. Mais celle-ci a-t-elle le droit de négliger la géographie physique ?... Du milieu naturel, elle peut ne retenir que son influence directe sur les groupements humains. Encore faut-il qu'elle s'attache à définir ce

milieu et cette influence. Sinon que lui reste-t-il d'esprit géographique ? (*Annales de géographie*, n° 231, 15 mai 1932, p. 307).

D'une manière qui nous paraît plus justifiée, Jules Sion note qu'Ansel ne prend guère de recul par rapport à l'arrivée, pour des raisons politiques, de paysans serbes en Macédoine. La serbophilie est un trait très répandu.

Toutefois, Ansel n'oublie pas de remercier l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne qui, dit Ansel, « bien que je n'eusse jamais celé ma désapprobation de ses méthodes, a eu la chevaleresque audace de me permettre de circuler dans son fief de la Macédoine bulgare » [« Avertissement », Ansel, 1930, p. 3]. Voilà certes des remerciements qui ne sont pas courants dans les thèses de la géographie française de l'époque classique, et qui marquent bien le caractère politique de cette entreprise.

Yves Chataigneau et Jules Sion : la Géographie universelle de Vidal et Gallois

Vidal avait conçu dès 1908 le projet de sa *Géographie universelle*, grand œuvre qu'il estimait nécessaire, le travail de Reclus étant à ses yeux dépassé. Il écrivait à Jean Brunhes : « Vous savez combien la *Géographie universelle* d'Élisée Reclus a cessé de correspondre à l'état de la science » [lettre de juin 1908, citée par Marie-Claire Robic in Jean-Brunhes-Delamarre et Pinchemel, 1993 p. 119]. Il y a donc bien une relation de nécessité entre une *Géographie universelle* et l'autre. Vidal avait souhaité que Jean Brunhes se chargeât des deux tomes de la Méditerranée européenne. Finalement, pour ce qui intéresse les Balkans, les auteurs furent Yves Chataigneau et Jules Sion.

Yves Chataigneau fut agrégé d'histoire et géographie en 1919, après une guerre où il avait récolté blessures et citations. Il avait passé son diplôme d'études supérieures en 1914 avec un mémoire principal de géographie physique sous la direction d'Emmanuel de Martonne et un mémoire annexe sur la diplomatie russe et la Bulgarie de 1875 à 1878. En 1919, il fut nommé lecteur de français puis titulaire de la chaire de civilisation française à l'université de Belgrade. Il apprit le serbo-croate, se lia avec Jovan Cvijic et entreprit une thèse sur le karst, ce qui lui donna l'occasion de parcourir à pied la Yougoslavie et d'écrire plusieurs articles. Il rentra en France en 1924 et fut alors rattaché au Quai d'Orsay.

On lui proposa de faire équipe avec Jules Sion pour le volume de la *Géographie universelle* de Vidal et Gallois consacré à l'Italie et aux Balkans : il reçut la charge de traiter la Yougoslavie, la Bulgarie, l'Albanie et la Thrace turque, tandis que Sion, outre l'Italie, reçut la Grèce.

La suite de la carrière de Chataigneau est moins classique, et l'éloigna des Balkans. Appelé par Léon Blum en 1936, il fut nommé en 1937 secrétaire général de la Présidence du Conseil, poste politique de tout premier plan. Il présida à ce

titre le Haut Comité méditerranéen et de l'Afrique du Nord. Chef de la mission diplomatique en Afghanistan, il fut révoqué par Vichy et devint secrétaire général de la Délégation de la France libre au Levant. À la Libération, il fut nommé gouverneur général de l'Algérie, jusqu'en 1948. De retour en France, il devint ambassadeur de France à Moscou où il resta en poste de juin 1948 à juillet 1952, quelques mois avant la mort de Staline.

Jules Sion, quant à lui, est un universitaire classique et un des géographes importants de l'entre-deux-guerres. Il avait publié dès 1908 sa thèse sur les « Paysans de la Normandie orientale ». Il fit toute sa carrière comme professeur à l'université de Montpellier. Recruté pour la *Géographie universelle* de Vidal et Gallois, il en devint un auteur très prolifique. Athlète de la *Géographie universelle*, il rédigea les deux volumes de l'Asie des moussons, description remarquable d'un pays dont il n'avait pas de connaissance directe. Il prit alors une part importante à la rédaction des deux volumes sur les péninsules méditerranéennes.

Les Balkans sont traités ici de façon très classique par Chataigneau et Sion. Une introduction donne le cadre général, historique et ethnique, puis on passe à la description régionale, articulée sur la géographie physique, comme le montrent les cartes qui sont des croquis géologiques. On termine par une étude de la vie économique nationale. C'est le schéma ordinaire de la *Géographie universelle*. Le résultat est une très bonne description des Balkans. Un des meilleurs historiens des Balkans, l'Américain J. L. Stavrianos [Stavrianos, 1958], considère que ce travail est de loin la meilleure description des Balkans de l'entre-deux-guerres.

En examinant les choses du point de vue de la géographie politique, on note cependant des lacunes et des partis pris. Les cartes de la distribution des langues et des religions ne présentent pas de partialité évidente. On est simplement surpris de l'absence de mention de la minorité turque de Thrace grecque, pourtant reconnue par le traité de Lausanne. Cette minorité n'est pas non plus mentionnée par Jules Sion dans son étude régionale.

Chataigneau traite les minorités de la Yougoslavie, de l'Albanie et de la Bulgarie de façon plus équitable. Mais il se sent obligé vis-à-vis de Cvijic d'évoquer les « types psychiques » qu'on a mentionnés plus haut. Son point de vue touchant les relations entre Serbes et Bulgares est mesuré, tout en penchant du côté de Belgrade. Dans la description de la Macédoine yougoslave, Chataigneau note la lutte contre les anophèles et le partage des tchifliks, mais pas l'arrivée des colons serbes. La discrétion est de règle dans l'étude du Kosovo et de la Metohija : « Serbes orthodoxes et musulmans reconquirent les villes, même celles de la Metohija, où la population albanaise était la plus compacte » [Chataigneau et Sion, 1934, p. 446]. On se garde d'en dire plus sur les modalités de cette reconquête.

Cette partialité est partagée par tous les géographes français de l'époque. Ceux-ci avaient effectué en 1929 leur excursion interuniversitaire annuelle en Yougoslavie. Mise à part une excursion en Belgique, ce fut à l'époque la seule

organisée hors de France. Cette exception exprime mieux que les discours la solidité des liens créés lors de la Première Guerre mondiale entre Français et Serbes. Or, dans les comptes rendus de cette excursion (*Annales de géographie*, 1930), le récit par Marcel Larnaude d'une visite dans un village de colonisation serbe du Kosovo évoque de façon frappante les descriptions de villages de colonisation en Afrique du Nord, avec les alignements réguliers des maisons des colons, en face de l'ancien village indigène :

L'ancien hameau est à l'écart, strictement protégé par une haute clôture de terre et de branchages... dans le désordre des diverses cours, des constructions basses, aux murs aveugles de torchis..., couvertes de tuiles creuses ou de chaume. Les habitations du nouveau village sont moins pittoresques... La plupart sont des constructions modernes et simples, dont les murs, soigneusement blanchis à la chaux, supportent de vastes toits de tuiles plates... Les unes et les autres sont très propres et reflètent les bons effets de la propagande sanitaire entreprise par l'Institut d'hygiène sociale de Skoplje (*Annales de géographie*, 1930, p. 322).

Si l'on évoque les difficultés de cette colonisation, c'est plutôt aux problèmes techniques et d'organisation que l'on songe et non pas aux relations entre population locale et nouveaux venus.

En guise de conclusion : d'une guerre à l'autre

Après la parution de la *Géographie universelle* en 1934, les Balkans ont disparu de la littérature géographique en langue française. Une page est tournée. Jacques Ancel s'intéresse désormais davantage à l'Europe centrale ; Yves Chataigneau occupe des postes politiques de première importance en France et Jules Sion se contente désormais de quelques articles de mise au point sur la Grèce.

La position de la France pendant et après 1918 avait été tout à fait centrale. En 1918, et jusqu'à la signature des traités, l'armée française était partout. Elle était en Roumanie et singulièrement en Bessarabie, où il s'agissait de contenir les bolcheviks. L'étonnant article intitulé « Choses vues en Bessarabie » d'Emmanuel de Martonne dans la *Revue de Paris* en 1920 en témoigne. L'armée française était en Pologne. Elle était en Thrace grecque pour l'application du traité de Sèvres. Rien ne se fit sans que la France ne soit au centre du débat politique européen, d'un point de vue diplomatique ou militaire. Les traités qui mirent fin au conflit (Sèvres, Saint-Germain, Le Trianon, Neuilly) furent tous signés dans la région parisienne. En participant aux commissions d'experts, les géographes avaient le sentiment d'être au cœur de l'événement et de peser sur celui-ci. On sait le rôle d'Emmanuel de Martonne comme conseiller pour la fixation de la frontière

roumano-hongroise. Des géographes français occupaient des postes dans les universités roumaines (Ficheux) ou yougoslaves (Chataigneau).

La France fut au contraire incapable de jouer un rôle quelconque dans les Balkans à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. « La France a été éliminée du concert des grandes puissances par sa défaite de 1940 et elle n'y est rentrée que par la petite porte, ayant retrouvé plus les apparences de son rang que la réalité de son influence » [Furet, 1995, p. 416].

Ce sont les Anglais qui soutinrent les Grecs en 1941, puis alimentèrent la résistance yougoslave. Après 1944, les Balkans furent un champ d'affrontement entre les Anglais, rejoints par les Américains et les Russes. La France ne participa pas aux discussions de Moscou en octobre 1944, où Anglais et Russes se partagèrent les Balkans en zones d'influence. Les modifications de frontières, telles l'annexion de la Bessarabie à l'Union soviétique ou la rétrocession de la Dobroudja méridionale à la Bulgarie, sont des conséquences de l'avancée de l'Armée rouge, et non pas de négociations ou de plébiscites. La France resta à l'écart de tous ces développements. Dès lors, l'absence de littérature géographique sur les Balkans est la conséquence de cet effacement.

Aussi bien ne trouve-t-on pas de témoignages d'un rôle politique des géographes français, à la seule exception de la conférence pour la délimitation de la frontière italo-yougoslave, où Jacques Weulersse et Maurice Le Lannou furent sollicités en tant qu'experts, opération dont témoigne le bel article de Maurice Le Lannou (« La Vénétie julienne, étude de géographie politique », *Annales de géographie*, janvier-mars 1947, p. 13-35). En 1944, le tracé de cette frontière était resté provisoire. En 1946, la France, remise sur pied, était à nouveau en mesure de participer au débat.

Cette question s'inscrivait dès lors dans la perspective de l'affrontement entre les deux blocs antagonistes, l'Est et l'Ouest, et cette frontière était devenue un tronçon de ce que Churchill appela le « rideau de fer ». Elle était aussi une frontière idéologique qui passait à l'intérieur de la communauté des géographes.

Dans ce contexte, les Balkans réapparaissent, dans la littérature géographique, dans les années 1950, avec les travaux d'André Blanc et les ouvrages de Pierre George. Désormais, Yougoslavie, Albanie, Bulgarie figurent sous la rubrique des « démocraties populaires » tandis que la Grèce devient un pays « occidental ». Et la position politique personnelle des intéressés pèse sur leur discours scientifique. Mais ceci est une autre histoire.

Bibliographie

- ANCEL J., *Peuples et nations des Balkans*, Armand Colin, Paris, 1926, 220 p.
–, *La Macédoine, son évolution contemporaine*, Delagrave, Paris, 1930, 352 p.
–, *Géopolitique*, Delagrave, Paris, 1936, 120 p.
BOURCART J., *L'Albanie et les Albanais*, Bossard, Paris, 1921, 264 p.
–, *Les Confins albanais administrés par la France. Contribution à la géographie et à la géologie de l'Albanie moyenne*, Delagrave, Paris, 1922.
BRUNHES J. et VALLAUX C., *La Géographie de l'histoire*, Félix Alcan, Paris, 1921, 716 p.
CHATAIGNEAU Y. et SION J., *Géographie universelle*, tome VII, 2^e vol. : *Méditerranée ; Péninsules méditerranéennes*, Colin, Paris, 1934, 597 p.
CVIJIC J., *La Péninsule balkanique, étude de géographie humaine*, Colin, Paris, 1918, 528 p.
FURET François, *Le Passé d'une illusion*, Laffont/Calmann-Lévy, Paris, 1995, p. 416.
JEAN-BRUNHES-DELAMARRE M. et PINCHEMEL P. (dir), *Jean Brunhes. Autour du monde. Regards d'un géographe. Regards de la géographie*, Musée Albert-Kahn et Vilo, Paris, 1993, 341 p.
KANT Emmanuel, *Physische Geographie*, Aubier, coll. « Bibliothèque philosophique », Paris, 1999, 370 p.
LORY B., *L'Europe balkanique de 1945 à nos jours*, Ellipses, Paris, 1996, 207 p.
RECLUS E., *Nouvelle Géographie universelle*, tome I : *L'Europe méridionale*, Hachette, Paris, 1876, 1012 p. ; tome III : *L'Europe centrale*, 1878, 982 p.
–, *Géographie universelle*, 19 vol., Hachette, Paris, 1883-1894.
–, *L'Homme et la Terre*, 6 vol, Librairie universelle, Paris, 1906-1908.
STAVRIANOS J. L., *The Balkans since 1453*, Holt, Rhinehart and Winson, New York, 1958, 970 p.